

Unité départementale du Val-de-Marne  
Service Risques et Installations Classées  
12-14 rue des Archives  
94000 Créteil  
sric.ud94.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr

Créteil, le 24 mars 2026

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

publié sur   
**OP CORE**  
61 RUE JULIAN GRIMAU  
94400 Vitry-sur-Seine

Références : DRIEAT/UD94/PADVME/YBC/2026/N°139GR

Code AIOT : 0006516500

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement OP CORE implanté 61 RUE JULIAN GRIMAU 94400 Vitry-sur-Seine.

Lors de la visite d'inspection du 23/01/2025, l'inspection a constaté que les cheminées des groupes électrogènes n'avaient toujours pas été rehaussées tel que demandé dans l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) du 22 avril 2024. Les cheminées font actuellement 10m de haut alors qu'elles devraient faire 18,5m avant l'implantation du nouveau bâtiment et 20,8m après l'implantation du nouveau bâtiment pour être conformes à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 tel qu'évalué dans le dossier d'enregistrement de mai 2022. L'APMED laissait un délai de 6 mois à l'exploitant pour respecter cet article.

Le délai de mise en demeure étant échu et la non-conformité n'étant pas levée, l'arrêté préfectoral n°2025/02667 relatif à une astreinte administrative a été signé le 21 juillet 2025 et laissait à l'exploitant un sursis jusqu'au 31 décembre 2025.

L'inspection du 10/03/2026 avait pour but de suivre la mise en conformité.

### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OP CORE
- 61 RUE JULIAN GRIMAU 94400 Vitry-sur-Seine
- Code AIOT : 0006516500    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

Le site est classé selon les rubriques ICPE suivantes:  
2910-A-1[E] , 4734-2-c [D], 2925-1 [D] et 1185-2-a [DC]

**Thèmes de l'inspection : AR - 1 | Air**

## **2) Constats :**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :**

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	
1	Hauteur de cheminées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 54	Astreinte	Liquidation partielle d'astreinte	

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :**

Lors de la visite l'inspection a constaté que les cheminées des 12 groupes électrogènes sont toujours à 10m de haut. La non-conformité relevée durant l'inspection du 17/05/2023 et ayant mené à la prise d'un arrêté préfectoral de mise en demeure et d'un arrêté préfectoral d'astreinte administrative n'a pas été levée.

L'inspection propose au préfet du Val-de-Marne de prendre un arrêté préfectoral de recouvrement partiel de l'astreinte.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Hauteur de cheminées

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 54

**Thème(s) :** Situation administrative      Conformité de l'installation

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- Lors de la visite d'inspection du 23/01/2025
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avait(en)t été actée(s) : Astreinte
- 

**Prescription contrôlée :**

La hauteur « hp » de la cheminée (différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne au sol à l'endroit considéré exprimée en mètres) d'un appareil est déterminée en fonction de la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion dans laquelle l'appareil de combustion est inclus et en fonction du combustible consommé par l'appareil.

Si plusieurs conduits sont regroupés dans la même cheminée, la hauteur de cette dernière sera déterminée en se référant au combustible et au type d'appareil donnant la hauteur de cheminée la plus élevée.

Pour les installations utilisant normalement du gaz, il n'est pas tenu compte, pour la détermination de la hauteur des cheminées, de l'emploi d'un autre combustible lorsque celui-ci est destiné à pallier, exceptionnellement et pour une courte période, une interruption soudaine de l'approvisionnement en gaz.

Les hauteurs indiquées entre parenthèses correspondent aux hauteurs minimales des cheminées associées aux installations situées au moment du dépôt complet et régulier du dossier d'enregistrement dans le périmètre d'un plan de protection de l'atmosphère tel que prévu à l'article R. 222-13 du code de l'environnement.

**Constats :**

Constat précédent:

Lors de la visite, l'inspection a constaté que les cheminées des groupes électrogènes n'ont toujours pas été réhaussées tel que demandé dans l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 22 avril 2024 lui laissant un délai de 6 mois.

L'exploitant a transmis à l'inspection le bon de commande réalisé pour le réhaussement des cheminées datant du 21 octobre 2024 et le planning prévisionnel des travaux. Actuellement, les cheminées sont en cours de production. La réception du chantier et la finalisation des travaux sont prévues pour mi juin 2025.

Le délai de mise en demeure étant échu et la non-conformité n'étant pas levée, il est proposé à la préfecture de prendre un arrêté préfectoral d'astreinte administrative à l'encontre de l'exploitant.

L'arrêté préfectoral n°2025/02667 a été signé le 21 juillet 2025 et laissait à l'exploitant un sursis jusqu'au 31 décembre 2025.

#### Constat actuel

Lors de la visite l'inspection a constaté que les cheminées des 12 groupes électrogènes sont toujours à 10m de haut. La non-conformité n'a pas été levée.

Cependant les travaux de mise en conformité ont démarré. La fondation des Groupes électrogènes est en train d'être refaite par la pose de micro-pieux afin de pouvoir recevoir les nouvelles cheminées.

La fin des travaux de raccordement des nouvelles cheminées est prévue pour le 04/06/2026.

L'inspection propose au préfet du Val-de-Marne de liquider partiellement l'arrêté préfectoral (AP) d'astreinte du 21 juillet 2025 sur la période allant du 21/07/2025 jusqu'au 10/03/2026, c'est-à-dire un montant de 31 100 € selon les modalités de calcul de la progressivité de l'astreinte administrative définie dans l'article 2 de l'AP d'astreinte. Ainsi du 21 juillet 2025 au 21 décembre 2025 l'astreinte journalière à prendre en compte est de 100 euros et du 21 décembre au 10 mars 2026, l'astreinte journalière est de 200 euros.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Modifier la hauteur des cheminées des groupes électrogènes actuels conformément à ce qui était prévu dans le dossier d'enregistrement de mai 2022 (page 55 de la PJ n°6) et conformément à l'article 54 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018.

**Respect de la prescription :**



**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Astreinte